
L'Europe de Brest à Bakou?

Description

Vue du Caucase méridional, l'Europe est à la fois un modèle, une protection et un soutien économique. Bien que présents sous diverses formes -l'UE et ses Etats membres, l'OSCE, le Conseil de l'Europe-, les Européens ne considèrent pas encore la région comme une priorité.

Alors que jusque dans le milieu des années 90 les trois républiques indépendantes d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie étaient rassemblées sous le terme de Transcaucasie, il est désormais d'usage, – à tort ou à raison –, en France et en Europe, de parler de Caucase méridional ou de Caucase du Sud (iounjny kavkaz ou South Caucasus). Ce glissement peut sembler anodin, mais on peut aussi l'interpréter comme le signe d'un nouveau regard occidental porté sur la région. D'une part il relève au passage la vision nord-sud des Russes (Zakavkaz) et intègre ainsi les trois pays dans un espace régional spécifique, d'autre part il entérine tant juridiquement que politiquement la séparation du massif montagneux. En quoi cet espace d'environ 16 millions d'habitants fait-il sens pour les Européens et à l'inverse, l'Europe signifie-t-elle quelque chose pour les Caucasiens du sud ? Comment et par quels canaux les contacts entre l'Europe et le Caucase ont-ils lieu ?

Regards croisés

Même au sein des Etats membres de l'Union européenne, rares sont ceux qui ont une connaissance claire de l'Europe et de ses institutions souvent confondues avec des structures extérieures à l'Union comme le Conseil de l'Europe ou l'OSCE. On imagine le trouble dans les esprits à Yerevan, Tbilissi ou Bakou. TACIS a été souvent pris pour un programme américain et l'OTAN assimilée à l'Union européenne. Les dirigeants ont cependant une connaissance plus nette et plus pragmatique du système européen.

Les discours caucasiens vis-à-vis de l'Europe contiennent des invariants, sortes de stéréotypes dont on ne sait pas vraiment s'ils sont les produits d'une attitude stratégique envers l'interlocuteur ou le résidu d'un héritage de lieux communs. Premièrement, le Caucase est présenté comme un passage, et chacun des trois Etats se veut la frontière de l'Europe.

Cette auto-définition est commune aux trois pays. A défaut d'appartenir à un ensemble, mieux vaut être la frontière elle-même. La deuxième proposition, qui suit la première, est que si chaque pays est le dernier bastion avant l'Asie, l'Orient, les Barbares, etc., alors il est aussi le dernier ayant droit à l'identité européenne. Par conséquent, les trois Etats revendiquent leur appartenance à l'Europe en faisant appel à des filiations mythiques (la toison d'or, Prométhée, le Mont Ararat) ou politiques (héritage pluraliste, démocratique et laïque). En fait la perception de l'Europe est floue, parfois romantique. L'Europe est avant tout une direction, un point cardinal vers lequel on n'a souvent que peu de chance d'aller: l'Europe, c'est l'Ouest, c'est l'ancien ennemi, peut-être la liberté. La culture russe a aussi laissé une vision très développementaliste de l'Europe selon laquelle les

Européens seraient plus civilisés (sivilizovany).

Pour les dirigeants de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan l'Europe est une protection contre les grands voisins russe et iranien. Les déclarations répétées de dirigeants géorgiens et azerbaïdjanais qui réclamaient le soutien de l'OTAN en sont les derniers signes. L'Arménie craint plus la Turquie et cherche la protection de la Russie. L'Europe constitue aussi une manne et un soutien durable au développement, mais sa spécificité est difficilement perceptible au sein de l'ensemble de l'aide occidentale. Elle apparaît parfois comme une alternative à deux impérialismes: l'ancien, russe, et le nouveau, américain.

Selon la période et le contexte, différents Etats symbolisent l'Europe aux yeux des pays du Caucase. C'est tantôt la Russie (dont les trois pays restent économiquement dépendants), la Turquie ou les Etats d'Europe occidentale qui représentent la modernité ou la sécurité. Alors que Chevarnadzè fait preuve d'un rare dynamisme pour rejoindre la famille des démocraties européennes, l'Arménie continue de garder des liens étroits avec la Russie, et l'Azerbaïdjan voit dans la Turquie une fenêtre sur l'Europe.

Vu d'Europe, le Caucase connaît des attitudes aussi irrationnelles que l'Europe dans le Caucase. Les Européens voient la région à travers de multiples prismes déformants, chacun par le pays qu'il connaît le mieux. Les Français pensent en premier lieu à l'Arménie, les Allemands à la Géorgie, les Britanniques au contrôle de Bakou. Les soviétologues raisonnent d'abord dans le cadre de la CEI et les orientalistes dans celui du Proche Orient. Et pourtant peu d'observateurs s'intéressent à part égale aux trois Etats et à la région comme un tout. C'est pourtant ce que l'Union européenne commence à faire depuis le milieu des années 90.

L'Europe ne donne que ce qu'elle a

Dans le Caucase, l'Europe est représentée par différents acteurs: l'Union européenne et ses Etats membres sont de loin les plus visibles mais l'OSCE et le Conseil de l'Europe conduisent également des politiques spécifiques.

Seuls des pays comme l'Allemagne, la France, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni ont ouvert des représentations diplomatiques dans la région et il n'y a qu'une délégation de l'UE à Tbilissi pour les trois pays. Comparé aux intérêts qu'il représente aux yeux des Russes ou des Américains, le Caucase méridional n'est pas prioritaire pour l'Europe. Les grands Etats européens suivent parfois des stratégies divergentes mais ils ne sont pas vraiment en concurrence. Ils utilisent comme souvent des instruments économiques communautaires à des fins politiques (l'aide de l'UE s'élève à 826 millions d'Euros depuis 1992) et comptent sur l'Union pour développer une stratégie régionale.

L'accent a d'abord été mis, au début des années 90, sur les programmes d'aide humanitaire (aide alimentaire, réhabilitation, prise en charge des déplacés et des réfugiés). Depuis les indépendances des trois Etats du Caucase du Sud, la politique européenne – Etats membres et Union compris – semble de plus en plus cohérente. Les priorités des programmes communautaires ont été affinées au fil des années, et outre les fonds d'aide humanitaire, les objectifs sont désormais la coopération régionale et l'accompagnement économique de la résolution des conflits dans le cadre des accords de partenariat et de coopération entrés en vigueur en juin 1999. A Bruxelles, on voit volontiers le Caucase méridional comme une zone de prolongement naturel des politiques communautaires dans les domaines de l'énergie, des transports et des

tÃ©lÃ©communications. TRACECA a Ã©tÃ© pensÃ©e comme un corridor de transport transeuropÃ©en et INOGATE est intÃ©grÃ©e dans le schÃ©ma des rÃ©seaux d'Ã©nergie. La recherche d'une solution rÃ©gionale aux problÃ©mes de l'Ã©nergie est devenue d'autant plus urgente que la centrale nuclÃ©aire de Medzamor en ArmÃ©nie devrait bientÃ´t fermer.

Dans cette perspective, le Caucase et la mer Noire, dans la grande Europe de demain, sont les maillons indispensables du rÃ©seau Ã©nergÃ©tique qui relie la Caspienne aux PECO. Leur situation de passage alternatif aux routes russe et iranienne en font une rÃ©gion clÃ© pour les EuropÃ©ens et les AmÃ©ricains qui ont favorisÃ© ensemble la construction de l'olÃ©oduc Bakou-Soupsa. Mais les EuropÃ©ens souhaitent prolonger les axes vers l'Ouest de la mer Noire alors que les Etats-Unis cherchent Ã faire dÃ©boucher les tubes sur la MÃ©diterranÃ©e via la Turquie. C'est sur ce point que les Occidentaux divergent alors qu'ils collaborent Ã©troitement dans le cadre de l'OSCE.

Cette organisation a acquis du poids dans la zone du fait de la participation conjointe des Etats-Unis et de la Russie. Depuis mars 1992, l'OSCE sert de forum de nÃ©gociation sur le conflit du Haut-Karabakh. Le groupe de Minsk (11 pays) a Ã©tÃ© chargÃ© de trouver une solution politique sur la base de quatre rÃ©solutions du Conseil de SÃ©curitÃ© de l'ONU. Il joue un rÃ´le de mÃ©diation mais ses efforts n'ont pas Ã©tÃ© encore rÃ©compensÃ©s, bien qu'un cessez-le-feu informel ait Ã©tÃ© obtenu par les Russes en mai 1994. Depuis lors, une structure ad hoc a Ã©tÃ© montÃ©e Ã Tbilissi, la composition de la co-prÃ©sidence du groupe a changÃ©, plusieurs initiatives de paix ont vu le jour mais sans succÃ©s [1]. En janvier, la derniÃ¨re mission OSCE dans la rÃ©gion, dirigÃ©e par les Etats-Unis, a annoncÃ© qu'un troisiÃ¨me plan Ã©tait en discussion. Dans le cadre du conflit abkhaze, l'OSCE a jouÃ© un rÃ´le plus discret en collaborant Ã©troitement avec les Nations Unies qui assurent l'essentiel de la mÃ©diation. En revanche, elle a Ã©tÃ© plus active lors du conflit ossÃ©to-gÃ©orgien et travaille aujourd'hui, avec la Russie, Ã la reconstruction de la paix dans cette rÃ©gion.

Enfin, l'adhÃ©sion de la GÃ©orgie au Conseil de l'Europe en avril 1999 est le signe d'une politique d'ouverture de cette institution vers le Caucase. Elle suscite des espoirs chez les deux pays voisins mÃªme si les motivations rÃ©elles de l'AzerbaÃ©djan et de l'ArmÃ©nie sont parfois douteuses. En effet, les derniÃ¨res Ã©lections dans les deux pays ont suscitÃ© des critiques de la part de l'OSCE et des mises en garde au Conseil de l'Europe par l'organisation Human Rights Watch [2]. Ni l'ArmÃ©nie ni l'AzerbaÃ©djan ne respectent les standards dÃ©mocratiques des deux organisations.

L'AssemblÃ©e parlementaire du Conseil de l'Europe, qui a votÃ© plusieurs rÃ©solutions appelant au rÃ©glement des conflits d'Abkhazie et du Haut-Karabakh, mÃªne une politique de sensibilisation et de concertation Ã l'Ã©chelle rÃ©gionale avec les reprÃ©sentants des trois parlements qui collaborent de plus en plus rÃ©guliÃ¨rement. Cependant, malgrÃ© les dÃ©clarations communes enthousiastes sur les progrÃ©s de l'Etat de droit[3], les faits parlent d'eux-mÃªmes, comme l'illustrent la teneur des Ã©lections municipales azerbaÃ©djanaises de dÃ©cembre dernier et les assassinats en ArmÃ©nie cet automne.

Alors que l'Union europÃ©enne commence Ã dÃ©velopper un vÃ©ritable partenariat avec la rÃ©gion, ses arguments Ã©conomiques n'ont pas encore rÃ©solu les lourds contentieux politiques qui pÃ©sent sur la rÃ©gion. IncapacitÃ© des dirigeants locaux Ã maÃ®triser des processus de paix qu'ils ne soutiennent pas toujours ou pressions extÃ©rieures des grandes puissances, certains facteurs sont, pour l'instant, au-delÃ de la portÃ©e des acteurs europÃ©ens. L'Europe ne donne que ce qu'elle a et les Caucasiens le savent bien.

Par Damien HELLY

[1] <http://www.osce.org/e/f-min.htm> « The Conflict Dealt with by the Minsk Conference (Nagorno-Karabakh) »

[2] Human Rights Watch, Letter to Special Rapporteurs, January 21, 1999. <http://www.hrw.org/hrw/press/1999/jan/armrap.htm>

[3] Déclaration commune des présidents des parlements d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, 15 mars 1999.

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date création

01/03/2000

Champs de mots

Auteur-article : Damien HELLY